

Misère(s) de l'africanisme

SIL est une plainte réitérée parmi les milieux dits africanistes (1), c'est bien celle d'un déficit de reconnaissance. En matière de recrutements universitaires, comme de présence significative dans les manuels ou les revues généralistes, on récrimine à longueur d'années autour de la trop faible prise en considération des auteurs et des travaux en question. Les invitations pour agrémente un colloque, ou un ouvrage collectif, d'une pointe d'exotisme ne suffisent nullement à faire taire les litanies sur l'éternel thème du continent relégué dans le monde subordonné des aires culturelles. Soyons francs, on n'en est pas forcément marginalisé pour autant, car conférences, lieux de publication, éditeurs spécialisés ne manquent pas et, à vrai dire, les chercheurs concernés éprouveraient plutôt des difficultés pour répondre à la demande. Toutefois, les facilités du repli au sein de la niche continentale sont loin d'apparaître souhaitables à l'ensemble de la corporation. En fait, nombre d'intéressés conservent une ambition de participer activement aux développements de leur discipline respective, sans renier pour autant un profil périphérique, lié à une spécialisation volontiers revendiquée avec fierté (2). Reconnaissons que se ranger sous le label de l'africanisme se révèle parfois valorisant mais également susceptible d'un rien de condescendance : ce suffixe en isme renvoyant peut-être trop nettement à une appartenance *communautaire*, à un système clos, exhalant l'idéologie.

Si le champ africaniste déplore son manque de légitimité, il cultive assez l'autosatisfaction et se livre rarement à un exercice très critique. Or, face aux réticences, aux interrogations de certains collègues « externes » (qu'on ne saurait ignorer), ne conviendrait-il pas de battre quelque peu sa coulpe ? Pour poser les choses sans ambages, je pense que l'africanisme souffre d'une fâcheuse cécité face à ses principaux travers. J'y vois le concours de divers facteurs, au premier rang desquels je ferais figurer cette règle sociologique bien connue : par delà les intenses dissensions pouvant traverser un champ, ses membres ont tout intérêt à faire taire celles-ci, dès qu'il s'agit de défendre son existence même (*a fortiori* s'il demeure en

(1) L'auteur de cet article a bien conscience de faire plutôt référence au cas français et de parler en politiste, dans les pages qui suivent, même si ses propos lui semblent souvent dépasser ce cadre et pouvoir être relativement généralisables.

(2) Je renverrai par exemple à l'article de Christian Coulon, « L'exotisme peut-il être banal ?... », *Politique africaine*, n° 65 (mars 1997) dans cette même rubrique.

mal de reconnaissance). Avec bien d'autres, je crois pourtant crucial de ne pas hésiter à se pencher *sans concessions* sur les conditions de production d'un savoir. Nous qui prétendons faire profession de lucidité, qui mettons (en principe) un point d'honneur à observer et à analyser le plus finement possible des phénomènes sociaux, politiques ou autres, ne devrions-nous pas essayer de prendre quelque recul à l'égard de l'univers heuristique dans lequel nous évoluons ? Dans cet article, mon intention sera de mettre en évidence un certain nombre de points névralgiques. Mes remarques, parfois provocantes, seront peut-être considérées comme guère convenables... mais elles se veulent constructives. J'ose espérer qu'elles seront appréhendées comme telles.

Sur les producteurs de l'africanisme : la triple « trahison des clercs »

Autant que je sache, la tâche majeure d'un chercheur est de faire avancer les connaissances, à partir de méthodes et de théorisations nous permettant de dépasser les séductions du savoir immédiat et spontané. Comme le rappellent plus d'un épistémologue, les progrès en la matière peuvent consister à consolider un corpus jusqu'alors relativement mal assuré, à synthétiser des interprétations qu'on n'était point encore parvenu à relier de manière convaincante, voire à proposer un nouveau paradigme plus satisfaisant. Face à l'extrême crise qui la frappe, l'Afrique subsaharienne a plus que jamais besoin que l'on parvienne à élucider, rendre intelligibles des processus, des comportements (quitte, le cas échéant, à désenchanter, à miner des certitudes, à pointer les simulacres). Or, je suis loin d'être persuadé que ceci soit toujours la priorité des priorités. J'évoquerai ci-après trois types de glissements qui me paraissent des plus préoccupants.

La soumission au PC

La majorité des chercheurs qui se veulent africanistes entretiennent un rapport assez étonnant avec leur continent de prédilection, constamment empreint de bienveillance exacerbée et de prévenances quasiment maternelles. Cette relation très singulière me semble sans équivalent, à songer comparativement aux spécialistes d'autres contrées envers leurs terrains de recherches respectifs. Faut-il y voir l'ultime et tenace bastion d'un tiers-mondisme, classiquement analysé en termes de réinvestissement d'intellectuels progressistes déçus par les évolutions des sociétés industrialisées, ou d'indécrottable culpabilisation (3) ? Toujours est-il que nombre de travaux universitaires débordent de bons sentiments, affichent *a priori* une *sympathie* prononcée, pouvant (d'un strict point de vue méthodologique) paraître aussi incongrue qu'une *antipathie*, une aversion qui seraient délibérées. A la lecture de bien des écrits, on se dit que l'objectif

(3) R. Aron, *Trois essais sur l'âge industriel*, Paris, Plon, 1966 ; P. Bruckner, *Le sanglot de l'homme blanc : Tiers-Monde, culpabilité, haine de soi*, Paris, Le Seuil,

1983 ; R. Boudon, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1986 (troisième partie).

des auteurs est moins de produire de la connaissance qu'un contre-discours déculpabilisateur, visant à contrecarrer systématiquement les clichés qui nuisent à l'image du sous-continent noir. Or, si cette préoccupation peut parfois se comprendre, ne consiste-t-elle pas à opposer simplement un sens commun à un autre, à en rester sur un plan purement idéologique ? On est souvent aux antipodes de la distanciation indispensable à une démarche sérieuse de sciences sociales ou humaines, et point même dans une posture un tant soit peu maîtrisée d'*empathie*. A la limite, les revendications de neutralité axiologique se voient suspectées, mais encore les ambitions de scientificité (au sens d'un ensemble d'énoncés théoriques que l'on confronte aux faits) qui peuvent se voir taxer d'élitisme, tandis que les surenchères bien-pensantes sont au contraire valorisées. Étrange milieu qui accorde spontanément des primes à l'euphémisation rédemptrice et se montre toujours si empressé de trouver des boucs émissaires extérieurs. Il y aura eu tellement de complaisances en la matière que le moindre écart semble aujourd'hui insupportable à certains, et déclenche illico les foudres du *Politiquement Correct*.

Dans sa forme extrémiste (4), à la fois démesurément susceptible et agressive, le PC recourt sans vergogne à la caricature du propos, aux procès d'intention, à la stigmatisation de l'adversaire, tandis que l'on ne rechigne pas aux exagérations et autres contrevérités pour étayer ses propres récriminations. Des chercheurs engagent une loyale discussion académique, mettent le doigt sur une confusion conceptuelle ou sur un problème méthodologique précis et récoltent des coups bas, sont expéditivement dénoncés comme racistes. Le procédé se révèle déconcertant, car il y a parfois de quoi se dire que *le débat* est impossible, qu'on ne respecte pas les mêmes principes déontologiques.

Dans sa forme beaucoup plus banalisée et insidieuse, le PC africaniste relève de ce que je serais enclin à qualifier de « violence symbolique ». L'emprunt de cette notion (largement développée par Pierre Bourdieu) s'avère fort utile pour exprimer ces tentatives d'imposer des représentations « correctes », en fait arbitrairement érigées par un certain segment du champ concerné comme la seule orthodoxie admissible. Ce qui me paraît important ici, ce sont moins les phénomènes d'excommunication éventuelle des hérétiques, que ceux d'*autocensure plus ou moins inconsciente*. Une institutionnalisation progressive conduit en effet à s'interdire d'exprimer certaines choses, perçues comme totalement irrecevables eu égard aux canons prévalants. La non-transgression se voit non seulement garantie par les cerbères, placés à telle ou telle position clé, mais résulte de *contentions* stratégiques (au double sens de la polémique instantanée comme de la retenue de plume) qui finissent par sembler naturelles, aller de soi. Où le processus se complique (et où l'on s'écarte un peu de Bourdieu), c'est que l'on a en l'occurrence affaire à une violence symbolique du fait des dominés (5), qui trouvent des relais au sommet dans le cadre de ce champ

(4) Plutôt nord-américaine.

(5) Lors d'un récent colloque lyonnais, j'ai eu l'occasion de discuter de cette lecture avec Ph. Braud, distingué politiste qui s'intéresse beaucoup aux phénomènes

de P. Bourdieu. L'hétérodoxe idée d'une violence symbolique du fait des dominés ne lui semble pas inacceptable : voir l'exemple du mendiant qui vous aborde avec insistance et cherche à vous culpabi-

assez réactionnel. Le mode de domination qui s'exprime ici serait plutôt le fait d'une riposte, d'une inversion aux desseins hégémoniques. Longtemps cantonné à des feuilles confidentielles, à des médias très périphériques, à des éditeurs de second plan et autres universités obsédées par le multiculturalisme, le penchant PC gagne de plus en plus le monde académique européen qui ne s'en protège guère et se montre, en l'espèce, assez lâche (dans les acceptions concrète et abstraite du terme). Je veux dire par là que beaucoup de collègues me semblent parfaitement lucides sur ces points mais – songeant sans doute à leur réputation et à leur carrière – s'interdisent toute envolée intempestive : excellente preuve, si besoin était, de la pertinence d'une interprétation en termes de violence symbolique.

Je pense important d'aborder le politiquement correct sous l'angle sociologique d'une *ressource* à même, dans le contexte actuel, de conférer une certaine forme de légitimation, visant à compenser l'absence d'autres titres de légitimité. J'ai bien évidemment en tête ici les débats récurrents et sensibles sur la place des Africains dans la production de l'africanisme, dont cette revue se fait l'écho (6). Le décalage de niveau scientifique entre les centres universitaires africains et les (bons) établissements « occidentaux » (sur le plan de la formation, comme de la production) est un fait reconnu (7). Il résulte de facteurs objectifs, liés à un environnement en crise et à la quasi-absence de champs savants suffisamment rémunérateurs au sud du Sahara (8). C'est se lancer dans un bien médiocre procès que d'en déduire l'intention d'une lecture en termes d'infériorité naturelle. Exactement comme dans le domaine sportif, un étudiant nanti d'excellentes conditions de travail (des enseignants très qualifiés, une bibliothèque bien fournie) a des chances raisonnables de réussir ; ce qui n'empêche pas qu'il demeurera toujours des inégalités en la matière (qui concernent les clivages « Nord-Sud » mais encore entre classes sociales au sein des pays développés). En dépit de celles-ci, la grande erreur consisterait à donner dans le favoritisme indulgent et compensateur, le traitement particulariste, forme (pernicieuse) de racisme (9). Nombre de doctorants africains, ou d'universitaires, ne se posent même pas ce genre de problèmes et réussissent fort bien sans vitupérer contre les règles (certes insatisfaisantes) du système. Une insistance trop marquée sur ses origines subsahariennes, pour en tirer un profit symbolique, revendiquer une sorte de surcroît de compétence (qu'il s'agisse de défendre des thèses ou de s'esti-

(6) I. Crouzel et B.I. Abdourahmane, « Présence africaine dans *Politique africaine* », *Politique africaine*, n° 65 (mars 1997) ; J.P. Chrétien, « Une crise de l'histoire de l'Afrique en langue française ? » ; M. Cahen, « Africains et africanistes... », *Politique africaine*, n° 68 (décembre 1997). Soit dit au passage, pourquoi ne pas s'interroger, aussi, sur le quasi-monopole dont disposent les Noirs dans les actuels recrutements au sein des universités nord-américaines ?

(7) Y compris par des collègues autrement moins « sulfureux » que l'auteur de cet article : par exemple, J. Copans, *La*

longue marche de la modernité africaine, Paris, Karthala, 1990, p. 317 ou M. Cahen, *art. cit.*, p. 151.

(8) Qui pousse les universitaires brillants à se laisser tenter par la cooptation dans les cercles du pouvoir, l'univers de la consultance, lorsqu'ils ne cherchent pas le salut en Amérique du Nord. Voir J.P. Daloz, « Towards the Intellectual Marginalization of Africa ? », in C. Alden, J.P. Daloz (eds), *Paris, Pretoria and the African Continent*, Londres/Macmillan, New York/Saint Martin's Press, 1996.

(9) Je rejoins là encore M. Cahen, *art. cit.*, p. 151.

mer au-dessus de toute critique) m'a toujours profondément surpris. Qui-conque a un peu travaillé les questions de méthodes en sciences sociales n'ignore pas les avantages comme les inconvénients de la proximité. Ce qui fait toute la noblesse de notre métier, n'est-ce pas précisément de mettre entre parenthèses ses antécédents, quels qu'ils soient, de s'affranchir autant que possible des contingences liées à nos histoires et expériences personnelles ? Si l'on est incapable d'accepter la nécessité d'un décentrement par rapport à son univers, sa socialisation d'origine, l'entrée et le dialogue au sein de cercles à prétention scientifique (que je souhaite très cosmopolites) n'a plus aucun sens. La grande question, en fin de compte,

du Sahara que l'on pourra bien volontiers admettre que des anthropologues (notamment) aient des choses intéressantes à dire en l'occurrence (12), mais travaillons en complémentarité, soyons à l'écoute des résultats des autres, et cessons de prétendre que nous savons tout faire. Quand j'entends parler de tel historien (par ailleurs remarquable dans son domaine) qui croit découvrir des logiques d'analyse électorale mises en évidence par les spécialistes américains depuis près d'un demi-siècle, ou vois tel géographe (non moins remarquable) s'empêtrer dans une tentative de repérage du pouvoir local en ignorant tout des modèles de Hunter, Dahl, Bachrach et Baratz (13), je me dis quel gaspillage de temps et d'énergie ! Entendons-nous bien, je ne suis pas du tout en train de revendiquer ici un monopole des études politiques par la science politique. Je dis simplement qu'il est normal de se consacrer à ce pour quoi on a été en principe formé (personnellement, je ne me sens nullement compétent pour dresser des cartes, déchiffrer des archives ou décrypter une langue, et ne me le permettrais jamais...). Une chose est de lire les travaux des disciplines connexes, de s'y référer voire de s'en inspirer, une autre est de prétendre produire un savoir à la place de qui serait beaucoup mieux *outillé* pour le faire.

On peut s'intéresser à tout ce qui concerne l'Afrique noire, mais il est assez grotesque (d'un point de vue professionnel) de revendiquer une sorte de *méta-compétence africaniste*. Je donnerai deux illustrations pour être concret. A longueur d'années, nous recevons des « papiers » pour évaluation, notamment dans la perspective de publications. Bien souvent, leurs thématiques n'ont rien à voir avec celles que nous avons un peu étudiées. Au nom de quoi juger de leur qualité (par delà quelques aspects formels) ou de leur apport ? Lorsque des gens, totalement ignorants des problématiques mises en œuvre, se permettent de jeter un avis péremptoire, on concevra aisément qu'il y ait de quoi manifester quelque agacement. ~~Second exemple : les contraintes de la recherche poussent les universitaires~~

comme s'il fallait savoir *a priori* où se situe tel auteur, tel texte, avant de décider si on pourra les accueillir en son sein ou au contraire les bannir, les rejeter. Quand je constate avec quelle passion, un même article peut être encensé par les uns et dénigré par d'autres, je déplore que les discussions se réduisent à des affaires de sensibilités (au gré des parcours intellectuels), en deçà de tout critère sérieux d'appréciation. Les palabres indisciplinées conduisent au brouhaha stérile, aux grilles de lecture dogmatiques et universelles conférant l'illusion de disposer d'un avis justifié sur tout. Je trouve ces tendances d'autant plus gênantes que maints africanistes n'ont de cesse d'aller porter leur bonne parole, leurs argumentations figées devant des publics néophytes. D'aucuns rêvent de tribunes, d'une audience massive : publier quelques colonnes dans un grand quotidien paraissant le comble du prestige (évidemment pour la plus grande gloire de l'Afrique). Bref, on joue les hérauts. Pourquoi pas ? me rétorquera-t-on. Je ne me pose pas ici en intransigeant défenseur de la tour d'ivoire, mais la question demeure quand même de savoir si la priorité est de produire des connaissances ou de mener des batailles ? N'y a-t-il pas quelque contradiction à maugréer contre l'académisme et le fait de parader sur les radios ou devant les ONG, en déclinant quand même au passage ses qualités d'universitaire ? Si encore on séparait avec honnêteté ses activités et ne glissait pas subrepticement d'un plan à l'autre, mais certains n'ont de cesse d'ouvrir les campus aux univers associatifs, partisans, ou d'infléchir le contenu de revues dans le sens de la vulgarisation pour se mieux faire entendre. Lorsque l'on n'a cure des magmas d'opinions subjectives, où chacun campe mordicus sur ses normatives positions, où le dialogue constructif est vain, n'y a-t-il pas de quoi se montrer décontenancé ?

La dégénérescence du chercheur en expert

J'entends parfois évoquer l'idée d'un « marché de la recherche », dont il faudrait prévoir, devancer les attentes, afin de bien se positionner par rapport à des équipes rivales (comme si l'on se situait dans l'univers des produits pharmaceutiques ou des technologies de pointe). Tant en Afrique que sous nos cieux européens, je vois des collègues annoncer qu'ils ont remporté un appel d'offres, aussi triomphalement que s'ils venaient d'achever un ouvrage personnel de 600 pages. L'heure semble être au chiffrage des frais de séjour et aux rapports d'expertise. On ne distingue plus bien nettement ce qui différencie certains chercheurs, de cadres d'entreprise ou diplomates chargés de mission au sud du Sahara. Je pourrais faire état ici du directeur d'un (autrefois) fameux institut africain qui s'est récemment débarrassé de précieuses archives pour installer des ordinateurs confiés par un bureau de « consultance » (lui assurant des fins de mois plus que confortables). J'entends bien que la baisse redoutable des crédits de la recherche publique nous pousse à accepter des contrats extérieurs, ne serait-ce que pour pouvoir financer des missions de terrain, ou assister les doctorants non boursiers, mais jusqu'où faut-il se dévoyer dans la logique « du moment que cela rapporte... » ? Faudrait-il vraiment sacrifier le plus clair de son temps à faire des études prescriptives pour tel organisme public, telle multinationale ou la Banque mondiale, et ne se

consacrer à la recherche dite « fondamentale » qu'accessoirement ? Pourquoi avoir choisi cette profession dans ce cas ?

Il me semble déceler en l'occurrence un autre travers affectant gran-

**Sur les productions de l'africanisme : des combats
d'arrière-garde à l'éclatement actuel**

Je ne rejoindrai aucunement, ici, le concert de ceux qui s'offusquent du soi-disant vide intellectuel de cette fin de siècle, où l'on n'aurait plus de penseurs d'envergure, d'écrivains dignes de ce nom, plus guère de grands desseins... L'époque tâtonnante, éparpillée d'aujourd'hui me semble mille fois préférable à celles peut être plus effervescentes mais tellement manichéennes qui l'ont précédée. En fait, et c'est particulièrement net en matière d'africanisme, si l'actuelle décennie nous livre parfois le plus contestable – qu'il s'agisse du recyclage de théories antédiluviennes ou du déferlement relativiste d'un certain postmodernisme – elle porte en germes également des promesses. J'entends par là une prise de conscience des limites de capacités d'interprétation des systèmes théoriques monolithiques, au profit de bricolages savants, à même de faire fructueusement le tri entre de réelles avancées heuristiques et les scories dogmatiques.

Paradigmes perdus... qui perdurent

Depuis la fin des années 70, des critiques argumentées ont été adressées, avec raison, aux grosses machines développementaliste, dépendantiste et autres, ayant largement échoué (dans un climat d'intraitable affrontement idéologique) à rendre compte des réalités africaines observables. Je ne reviendrai pas ici sur le détail de ces objections familières des fidèles de cette revue (17), mais souhaiterais plutôt mettre l'accent sur la formidable capacité de résistance des paradigmes classiques. Il semble que bien des interprétations demeurent des lois intangibles pour certains : inusables grilles de thèses radoteuses, fondées sur l'héritage d'inflexibles certitudes, incapables d'évoluer. Au vu de nombreux textes, on a envie de faire référence aux travaux épistémologiques dévoilant l'incapacité de chercheurs crispés pendant de longues années sur un certain cadre interprétatif, à s'en départir, parce que le « coût de sortie » serait trop élevé pour eux (18). Même des auteurs ayant pris acte du caractère scientifiquement inopérant de telle ou telle perspective ne parviennent pas à l'abandonner complètement, en vertu d'une certaine nostalgie liée aux combats et engagements d'antan.

Avec la sortie de la guerre froide, on est sans doute moins susceptible

supposés idéologiques sont incompatibles avec toute ambition sérieuse d'explicitier ce qui se vit aujourd'hui sur le continent.

Bien des auteurs ne sont guère encore sortis de logiques « modernes ». Je veux signifier par là, d'une part, l'ambition démesurée de bâtir de grandes synthèses théoriques, ou pour le moins de se placer sous la chape d'un système général d'interprétation, dont on serait tenacement convaincu de la toute-supériorité. Ensuite, je pense à la concurrence extrême d'écoles qui entendent se dépasser les unes les autres, en faisant largement table rase de ce qui les précède : bref, à cette rage de rénovation totale, à cet intense besoin de rupture et de construction contre la tradition. Dans un tel contexte, le dialogue est quasiment impossible entre d'inébranlables forteresses, où grands seigneurs et disciples convaincus se persuadent de leur excellence et de la médiocrité de leurs contradicteurs. La vie universitaire est un système féodal, comme dit H. Mendras, et les spécialistes du leadership ou du clientélisme (que certains d'entre nous sommes) auraient beaucoup à commenter ici au regard de certaines pratiques. Une telle situation, même si elle est en train de s'effiloche, me semble encore souvent prévaloir en matière d'africanisme ; la conséquence la plus néfaste en étant un exclusivisme théorique prononcé, qui tend à déformer les réalités afin de mieux les faire rentrer dans des moules très réducteurs (19). Fort heureusement, comme l'écrit encore C. Geertz, « les appels pour une théorie générale de n'importe quoi de social sonnent de plus en plus creux et les prétentions d'en avoir semblent relever de la mégalomanie » (20). Les arrière-gardes dogmatiques tendent à céder la place à un raz-de-marée éclectique et l'on paraît sortir, très laborieusement, de ces rigides orientations... pour le meilleur et pour le pire.

Les ravages du postmodernisme

La catastrophe en l'occurrence, ce sont bien sûr les dérives déconstructrices, rejetant toute scientificité ou progrès, au nom d'un certain postmodernisme. On sait que, derrière cette notion, se tiennent bien des lignes divergentes. Je fais référence ici aux écrits niant les apports des Lumières, de la rationalité (qui seraient réductibles à une machine de guerre idéologique pro-occidentale, blanche, mâle...) et proclamant la fin des grands textes canoniques, auxquels seraient opposés ceux des minorités longtemps opprimées. Face à la vulgate en question, on rêve parfois d'une incorrection toute nabokovienne qui pourfendrait les gardiens de ses nouveaux conformismes acrimonieux de quelques traits bien sentis. On ne s'engagera cependant pas ici sur la voie périlleuse du comparatisme intercivilisationnel, ni ne proclamera l'irréductible supériorité de la tradition occidentale (21). Il ne saurait s'agir non plus de succomber à un positionnement naïf. Mais, sans être aveugle sur les conditions d'élaboration de ces

propre discours, on peut revendiquer un perspectivisme à la Mannheim (22) : c'est-à-dire se pencher sur les phénomènes (politiques ou autres) en observateur non aligné, laissant à d'autres, qui ont mis leur pensée au service d'une cause, la tâche de mener des combats, parfois honorables, mais selon une logique forcément normative, voire prophétique.

Gardons-nous de fournir du grain à moudre à tous ceux qui dénigrent constamment les sciences sociales ou humaines, à propos desquelles on pourra certes être plus ou moins ambitieux. Alors que des auteurs s'insurgent contre l'idée que les notions d'objectivité, de neutralité ou de vérité seraient illusoire, d'autres estiment, plus modestement, que s'il ne faut pas trop se leurrer sur nos capacités de démonstration ou à apporter des réponses indiscutables, il est pour le moins possible d'introduire des questionnements plus sophistiqués. Il s'agit surtout de donner à mieux voir en introduisant un regard froid, démythologisant, reposant sur une véritable éthique de la recherche. La distance n'est pas forcément signe d'indifférence, bien au contraire ; face à des situations excédantes, face aux intégrismes les plus insupportables, un certain recul, du détachement s'avèreraient plutôt salutaires.

S'agissant de l'africanisme, et en prolongement de ce que je disais plus haut sur le PC, c'est moins l'extrémisme postmoderne (dont la véhémence ferait plutôt sourire en Europe) que la tendance rampante à de moins en moins hiérarchiser les écrits, qui me paraît inquiétante en la matière. Combien de fois entendons-nous dans les jurys de thèse, lisons-nous dans les comptes rendus, que tel travail ne répond certes à aucun critère méthodologique de scientificité, force un peu trop le trait, qu'on y chercherait vainement une problématique construite, mais que l'auteur apporterait, malgré tout, ici et là, quelques détails inédits, relativement dignes d'intérêt... De même, il est symptomatique de constater que, dans de fort sérieuses bibliographies, on n'ose plus vraiment faire le départ entre de simples textes de témoignages, des essais journalistiques, pamphlets ou autres manifestes écrits à la va-vite, et des ouvrages construits, s'inscrivant dans une démarche maîtrisée et se situant originalement (arguments à l'appui) par rapport à une littérature antérieure, que ce soit pour la compléter ou la critiquer. A cela, il convient d'ajouter que des éditeurs (ou plutôt

Potentialités contemporaines

Paradoxalement, cette période postmoderne me semble, d'un autre point de vue, assez réjouissante et prometteuse. Face aux impasses actuelles et à la crise des sciences sociales et humaines (qui dépasse évidemment celle de l'africanisme), l'heure est aux nouveaux départs mais avec une différence de taille. Ayant pris conscience des limites explicatives des paradigmes classiques, il ne saurait plus s'agir de proposer de grandes théories de rechange – si tant est que cela soit encore possible – mais des analyses partielles, à même de s'additionner. Comme le dit fort bien J.F. Médard, à propos de la science politique africaniste, le temps n'est plus aux écoles mais à une nouvelle « vague » (23), forcément éclatée, en dépit des velléités hégémoniques parfois encore manifestées. Certains regrettent que la nouvelle génération de chercheurs (disons nés au moment des indépendances africaines) ne proposent pas quelque chose d'aussi « révolutionnaire » que, mettons, les fondateurs de cette revue en 1980. Je pense que c'est ne pas comprendre que l'on est entré dans une tout autre logique, où il ne s'agit plus de faire du radicalement inédit, en reniant ce qui précède, mais de procéder à des combinaisons originales à partir d'emprunts partiels et réfléchis. Une telle démarche peut évidemment avoir le don d'irriter ceux qui demeurent viscéralement attachés à tel ou tel schéma dominant et jugent toute prétention analytique à l'aune de celui-ci. Mais le temps vénérable des maîtres à penser se trouve certainement de plus en plus révolu.

Ce qui constitue la faiblesse majeure des grands systèmes d'interprétation antérieurs, c'est précisément cette prétention d'être des grilles de lectures qui pourraient tout expliquer, relier à partir d'un noyau dur, d'une clé d'interprétation centrale (modernisation, impérialisme ou politique du ventre...). Chacune contient à l'évidence des éléments convaincants, dignes d'être retenus, mais ce sont leurs visées totalisantes qui entraînent fréquemment des dérapages dogmatiques. En conséquence, qu'il s'agisse du développementalisme, du dépendantisme ou du politique par le bas, il importe de procéder à une sorte d'inventaire sélectif (24). Pour prendre l'exemple de cette dernière approche, on considérera éventuellement que son apport majeur est d'avoir attaché plus d'importance à l'historicité des sociétés concernées ou d'avoir pertinemment élargi le domaine d'investigation lié au politique (au risque de le perdre quelque peu de vue chez certains). En revanche, on pourra émettre des doutes sur la césure haut-bas qui, dans sa mouture première (des modes populaires d'action politique), peut paraître insuffisamment dégagée de toute préoccupation populiste et comme une démarche de nature davantage philosophique que scientifique (25) ; ou dans les explicitations plus récentes (en termes de médiations entre dirigeants et acteurs subordonnés) malaisément se dis-

(23) J.F. Médard, « L'Afrique et la science politique » in C. Coulon, D.C. Martin, *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991.

(24) En ce sens, cf. R. Buijtenhuijs, « Les hauts et les bas du politique par le bas », *Politique africaine*, n° 46 (juin 1992).

(25) J.F. Médard, « Politics from Above, Politics from Below », in Masst et

al. (eds.), *State and Locality : Poceedings of the NFU Annual Conference 1993*, Oslo, Centre for Development and Environment, 1994 ; J.P. Daloz, « Les ambivalences dans la caricature des dirigeants politiques : illustrations africaines », *Mots*, n° 48 (Presses de science po, septembre 1996) ; D. Bourmaud, *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 1997.

tinguer d'une classique approche du leadership, attentive aux interactions entre élites, représentants intermédiaires et gros des populations (26).

Cela va de soi, jongler avec les paradigmes ne signifie pas que l'on néglige la question souvent délicate des compatibilités entre théories mobilisées. Mais c'est justement à travers la réflexion motivée sur les ajustements que l'on peut faire avancer les analyses, sans pour autant retomber dans les chimères de la synthèse péremptoire. En matière de science politique africaniste, il s'agit de bien comprendre que tout n'est pas éternellement réductible à une simple alternative entre perspectives par le haut (trop souvent ramenées à un archaïque institutionnalisme (27)) et par le bas. Parmi les travaux marquants des dix dernières années, les développements novateurs en termes de « Big Man » ou d'« accountability » (28), par exemple, échappent complètement à cette dichotomie. Tout en puisant certains apports chez des anthropologues ou historiens – comme M. Sahlins ou J. Lonsdale qu'ils prolongent – ils ne s'en inscrivent pas moins avec profit dans une science politique assez classique. Ce que je trouve fécond et ambitieux. L'exigence en la matière est aussi une façon de montrer que l'on respecte ce continent.

Jean-Pascal Daloz
CNRS/CEAN, Bordeaux

(26) Pouvant aboutir à des interprétations tout autres : sous l'angle de registres communs – des sommets aux bases respectives – ou des illusions de la société civile.

(27) Je dirai en incise qu'il m'a toujours semblé fort singulier que ce soient précisément les auteurs les plus critiques

en matière de juridisme qui défendent parfois avec le plus de conviction une approche centrée sur l'État.

(28) P. Chabal, *Power in Africa : An Essay in Political Interpretation*, op. cit. ; J.F. Médard, « Le "Big Man" en Afrique – esquisse d'analyse du politicien entrepreneur », in *L'Année sociologique*, 1992, PUF.